



SEPANSO

Société pour l'Etude,
la Protection et
l'Aménagement de la Nature
dans le Sud Ouest

1 rue de Tauzia

33 800 Bordeaux

Tél : 05 56 91 33 65

Fax : 05 56 91 85 75

sepanso.fed@wanadoo.fr

<http://perso.orange.fr/federation.sepanso>

→ Une problématique incontournable : le Changement Climatique

Le problème écologique majeur de ces dernières années est celui du Changement Climatique de la planète, dont la vitesse surprend et incite à obtenir du monde politique des engagements correctifs les plus rapides possible. Un changement provoqué par l'effet de serre issu de l'accumulation dans l'atmosphère d'énormes quantités de gaz à effet de serre (GES) provoqué par l'usage des combustibles fossiles croissant exponentiellement depuis le XIX^e siècle.

Cette situation a conduit à contrer ce phénomène il y a déjà dix ans, via le Protocole de Kyoto (1997) et, confirmée par les rapports du Groupe International des Experts du Climat (GIEC, 2006 et 2007), par de nombreux rapports récents (2006-2007) d'experts ou de parlementaires, à des processus ou des mesures techniques, comme le marché de quotas d'émissions de GES.

Pierre Delacroix
Président d'honneur de la SEPANSO et de France Nature Environnement
Professeur agrégé de géographie, Capitaine au Long Cours

En ce qui le concerne, notre pays s'est fixé un objectif précis : celui de **diminuer d'un facteur 4 ses émissions de GES d'ici 2050**.

Néanmoins, certaines entreprises sont tentées de se tourner à nouveau vers les combustibles fossiles tels que le charbon ou le gaz naturel, au motif que les techniques de piégeage du CO₂ (qui est un des principaux GES issus de leur combustion) seraient

désormais en voie d'acquisition. Pourtant, les réserves exprimées sur cette voie technologique encore au stade expérimental, sont considérables¹. Et en ce qui nous concerne, en application légitime du principe de précaution, notre Fédération est nettement opposée à un retour en grâce du charbon et des hydrocarbures (dont le gaz), **un retour qu'elle estime hautement prématuré**.

→ Une politique énergétique réelle en totale contradiction avec les objectifs politiques affichés

Or, ignorant délibérément ces insuffisances, des compagnies productrices d'électricité (Gaz de France, Poweo, SNET, Suez, et EDF) ont récemment programmé sur le territoire national la mise en œuvre de 13 000 MW nouveaux, et pour GDF seul – la construction de 23 centrales électriques à gaz. Or « une centrale à cycle combiné à gaz de 400 MW, fonctionnant 68% du temps annuel, rejette ainsi 960 000 t de CO₂ par an »². Cette « frénésie » de production va totalement à l'encontre de la politique affichée par l'Etat d'une réduction d'un facteur 4 des rejets

français. Mais elle permet d'expliquer les projets actuels de développement de Terminaux Gaziers, dont 3 sont en cours d'examen – Le Verdon, Dunkerque, Le Havre – ou en voie d'extension – Montoir-Saint-Nazaire et Fos sur Mer.

Au final, ces projets de Terminaux Méthaniers, tel celui de 4Gas au Verdon, ne correspondent nullement aux priorités que les experts sérieux considèrent comme indispensables pour assurer les engagements internationaux de la France, mais au contraire à une aggravation des capacités excédentaires de production.

→ Pourquoi produire plus, puisqu'on est obligé d'exporter pour justifier les équipements ?

En effet, dans le même temps, notre pays exporte vers ses voisins l'équivalent de production de 9 tranches nucléaires, confirmant un suréquipement critiqué depuis plusieurs décennies. Une production excédentaire qui laisse les Français supporter **sans aucune compensation** les rejets radioactifs dits « normaux » de ces réacteurs, les risques accidentels qui les accompagnent, et le traitement et le stockage de leurs déchets radioactifs. Sans oublier aussi les inconvénients des lignes d'interconnexion à Très Haute Tension, en particulier avec l'Espagne, et au nom de la libéralisation du marché de l'énergie.

Un projet comme celui de 4Gas s'inscrit donc dans une politique énergétique que nous rejetons, parce que contredisant totalement la nécessité reconnue par un très grand nombre d'experts, celle d'une société **sobre en énergie** – comme l'a exprimé lui-même récemment le Ministre de l'Ecologie – au profit d'une offre toujours plus excédentaire, donc poussant la population à la surconsommation et rendant illusoire la recherche d'une maîtrise de la consommation.

Ceci constitue une première et majeure raison pour la SEPANSO, de s'opposer à ce projet.

¹ Stockage du CO₂ – De lourds obstacles à franchir. (Journal de l'Environnement, 29 Mars 2007)

² « Energie et climat : sortir de la frénésie ». H.Kempf, (« Le Monde », 5 Juillet 2006)

→ Un projet appuyé sur des partenaires lointains peu recommandables

La deuxième raison réside dans les caractéristiques du maître d'ouvrage 4Gas, adossé aux fonds américains de pension Carlyle et Riverstone, et donc dépendante de facteurs excessivement politisés. D'autres que la SEPANSO ont rappelé en effet les noms des personnalités cautionnant ces Fonds – en particulier Carlyle – et leurs liens avec les dirigeants américains actuels, et donc leur fragilité. De plus, ce projet table sur une durée de 65 ans, chiffre fourni par l'Agence Internationale de l'Energie (AIE) pour la durée probable des

gisements. Toutefois, la même AIE constate la croissance très rapide de la consommation mondiale de gaz. Dans ces conditions, il y a tout lieu de penser que les réserves de gaz naturel n'atteindront pas les 65 ans évoqués, et qu'il est extrêmement imprudent de tabler sur une telle durée de vie d'un Terminal Méthanier.

Contre ce risque de démantèlement précoce du site, des provisionnements financiers pour ce faire s'imposeraient donc, si le projet devait aller à son terme.

→ Un projet en totale contradiction avec la vocation affichée du Nord Médoc

Se pose enfin la question de la compatibilité entre le projet de 4Gas et la vocation affichée de la Pointe du Médoc, celle du tourisme. Elle a été clairement définie comme telle et défendue par les élus qui se sont succédés ces dernières décennies dans ce secteur de l'Aquitaine. On ne peut oublier à cet égard la levée de boucliers qui avait accompagné il y a 34 ans la tentative d'implantation de **Dow Chemical**.

La même critique vaut pour le Terminal Méthanier. Les risques sont minimisés dans ce dossier. Tout est présenté comme si cela devait marcher sans aucun aléa industriel. Or ceux-ci existent, même s'ils sont l'objet de l'attention des concepteurs. C'est pourquoi il est inacceptable d'accoler un site Seveso seuil Haut à proximité d'une agglomération et d'un port de plaisance appelé à être bondé de touristes, alors que partout, on fait la chasse à la proximité entre habitat et sites à risques. Les leçons d'AZF n'ont visiblement pas été tirées ici. Ajoutons que nous trouvons aussi tout à fait inacceptable que le dossier concernant le développement d'un gazoduc à partir de ce Terminal soit disjoint de ce Débat Public. Il aurait au contraire dû être présenté dans le même cadre, tant il est vrai que le terminal seul, sans le gazoduc, n'a aucune raison d'être. Et que son impact

environnemental, loin d'être négligeable, sera considérable – à la fois par les problèmes de surfaces concernées, que par l'impact des déboisements nécessaires, en terme d'effet de serre. Ou par les difficultés de réalisation, pour les trajets éventuels franchissant l'estuaire.

Il est enfin hautement dangereux de vouloir faire pratiquer par des géants que sont les méthaniers modernes (exemple : le «Gaselys» : 290 mètres de long, 43 mètres de large, 11,60 mètres de tirant d'eau) un chenal aussi instable que celui de l'entrée de la Gironde, au risque de mettre en danger, en cas d'incident, l'ensemble de l'urbanisation de la rive droite.

Ces questions de sécurité sont telles que le projet présenté par le maître d'ouvrage, et implanté à proximité d'un site résidentiel tel que Le Verdon/Soulac, nous conduit à un refus clair et définitif.

Au final, tant pour les raisons déjà connues (incompatibilité avec la vocation touristique de la presqu'île, contraintes pesant sur les postes voisins du PAB et de Port-Médoc...) que pour des raisons ayant trait à la politique énergétique de la France et à ses modalités d'action pour la maîtrise de ses rejets de GES, la SEPANSO – comme sa Fédération nationale FNE – s'oppose de la façon la plus ferme au projet de Terminal Méthanier de 4Gas.

→ Qui sommes-nous ?

La SEPANSO est la fédération régionale des associations de protection de la nature de la région Aquitaine.

Déclarée d'utilité publique, elle comprend des sections départementales, locales ou spécialisées. Son rôle fédérateur n'est pas limité puisqu'en tant que fédération régionale représentant France Nature Environnement en Aquitaine, elle reste ouverte à l'adhésion de nouvelles associations locales ayant la même finalité désirant s'affilier à F.N.E.

Depuis plus de 30 ans déjà, elle suit l'évolution des milieux naturels en Aquitaine, elle étudie et surveille les risques et les conséquences des activités de l'homme sur la nature. Sa vigilance et ses actions permettent de dénoncer ou d'infléchir certains projets aux conséquences néfastes sur l'environnement. La prise en compte des contraintes écologiques permet, sans contrer une évolution équilibrée de notre société, de sauvegarder ou de mettre en valeur le cadre de vie ou les milieux naturels que nous lèguerons à nos enfants.

A ce titre, elle analyse et évalue les projets d'Aménagement du Territoire dans tous domaines : urbain, agricole, industriel, touristique, etc. Elle a ainsi depuis sa création publié de nombreuses contributions, dont par exemple le n° 83 de sa revue Sud-Ouest Nature, entièrement consacré à ce sujet, et plus récemment, des analyses sur les projets de transport en Aquitaine (Contournement de Bordeaux, autoroutes A 65, LGV Bordeaux-Toulouse et Sud-Europe-Atlantique, etc.).

La SEPANSO assure enfin, directement ou au travers d'une de ses sections départementales, la gestion de quatre réserves naturelles nationales pour le compte de l'État.

En accueillant le public dans ses réserves, et en allant au devant de tous et en particulier des enfants pour faire connaître la beauté, la richesse et la fragilité de nos milieux naturels, la SEPANSO assure de ce fait une mission de service public.

Les cahiers d'acteurs reprennent les avis, observations et propositions formulés au cours du débat. Ils sont sélectionnés par la Commission particulière du débat public qui décide de les publier sous forme de cahier d'acteur. Le contenu des textes n'engage que leurs auteurs.

Pour joindre la Commission particulière du débat public :

Commission particulière du débat public - Projet de terminal méthanier au Verdon

17, cours du chapeau rouge - 33000 BORDEAUX

Téléphone : 05 56 52 59 31 - Fax : 05 56 52 71 47

Courriel : contact@debatpublic-terminal-leverdon.org

Site internet : www.debatpublic-terminal-leverdon.org